

Ecole : Comment en est-on arrivé là et comment s'en sortir ?

Débat entre Philippe Meirieu et Claire Mazon

Propos recueillis par Alexis Lacroix, Philippe Petit et Anna Topaloff



MARIANNE : En guise d'introduction, la situation actuelle de l'école vous semble-t-elle plus proche d'*Entre les murs*, ou de *la Journée de la Jupe* ?

Philippe MEIRIEU : Je préfère *La Journée de la Jupe* à *Entre les murs* car l'intrigue y est plus dense et le propos plus fort. On y voit un passage à la limite qui a une fonction de dévoilement. L'acte désespéré de cette professeure de Lettres scelle l'échec du modèle intégratif de notre école et pose la question de notre capacité à transmettre aujourd'hui les valeurs de notre démocratie et les œuvres de notre culture. Mais le film ne propose pas de solution. Il oppose à la « pédagogie de la démission » d'*Entre les murs*, une « pédagogie de la répression ». Ici il ne s'agit plus de « comprendre les élèves », mais de « transmettre aux forceps ».

Vous n'êtes pas convaincu par cette alternative...

P.M. : L'un et l'autre de ces modèles sont des échecs. La véritable pédagogie ne renonce jamais à la transmission exigeante, mais elle ne confond pas transmission et inculcation. La pédagogie construit des institutions et invente des situations. Elle assume les contraintes nécessaires, mais veut mobiliser les élèves, former leur volonté,

développer leur intelligence et leur permettre d'entrer dans la culture en s'y impliquant.

Claire MAZERON : Selon qu'on penchera pour le film de Jean-Pierre Lillienfeld ou pour celui de François Bégaudeau, on aura droit à un constat différent sur la situation de l'école. Reste que ces deux œuvres films, sont, l'une et l'autre, des constats également plausibles. Avec des présupposés très différents, ils se réfèrent à la situation présente du système éducatif en France et représentent chacun une version d'un constat d'échec de l'école : version « soft » pour *Entre les murs*, qui en appelle à la fois au copinage et à un règlement individuel des problèmes, reposant sur la capacité d'entraînement de l'enseignant, davantage que sur sa capacité d'incarner l'institution scolaire elle-même ; version « hard » dans le cas de la *Journée de la jupe*, où le revolver symbolise les extrémités où peut conduire le non respect des valeurs républicaines élémentaires et l'explosion des incivilités dans l'enceinte scolaire. Par-delà l'intrigue imaginaire, ce film-là pointe aussi, de façon ironique, la nécessité de revenir à une forme d'autorité, contre la tendance qui a longtemps prévalu – celle de laisser courir et pourrir la situation. Dès le moment où l'on prend son parti des premières petites violences, on entre dans un engrenage incontrôlable.

Claire Mazon prétend qu'on a laissé la situation « courir et pourrir ». **Qui sont les responsables ?**

P.M. : Cette formule ignore la complexité de la situation. Pour comprendre les difficultés du collège, il faut se souvenir que ce dernier n'a jamais été institué. On a hésité pour savoir s'il fallait en faire un prolongement de l'école primaire (et créer ainsi « une école de base » couvrant la scolarité obligatoire) ou une propédeutique au lycée. On a finalement choisi la deuxième solution, mais sans en mesurer les conséquences. Le collège a accueilli tous les élèves sans adapter sa structure et sa pédagogie à leurs besoins : comment imaginer que tous les enfants de onze ans sont capables de vivre une scolarité cohérente avec un emploi du temps aussi segmenté, encadrés par dix ou douze adultes qu'il n'ont jamais l'occasion de

rencontrer ensemble ? Mais y a aussi des évolutions sociétales : la fragilisation de toutes les normes - y compris les normes linguistiques -, le triomphe de la communication instantanée et l'emprise des médias. Ajoutons y des phénomènes sociologiques majeurs : la laïcisation de nos sociétés associée à l'émergence de l'individualisme social... et l'on obtient les ingrédients de la situation d'aujourd'hui. Une école qui n'est plus véritablement une institution légitime, structurée autour de sa valeur fondatrice : faire primer l'exigence de justesse, de rigueur et de vérité sur les rapports de force.

Plus globalement, l'école devient un service et chacun veut en tirer le meilleur profit pour ses propres enfants indépendamment de toute considération du bien commun. Les principes y valent pour tous, mais sont dérogatoires pour chacun. Nous sommes clivés : nous voulons la mixité sociale, mais plutôt pour les enfants des autres... et même les plus ardents défenseurs de l'orientation précoce vers des études professionnelles se battent souvent pour envoyer leurs enfants en terminale. Car, en l'absence de projet ambitieux pour l'École de la Nation, chacun se replie sur ses intérêts... et ce consumérisme est très largement encouragé par les politiques actuelles, comme la suppression de la carte scolaire et la mise en concurrence systématique des établissements. Conséquence : les ghettos se renforcent et les établissements « difficiles », condamnés par le système des affectations à n'avoir, pour l'essentiel, que des professeurs inexpérimentés qui en partiront très vite, basculent dans la spirale de la violence.

Mais les incivilités et la violence ne sont pas une fatalité. Certains établissements s'en sortent mieux que d'autres... parce qu'ils investissent dans une pédagogie exigeante portée par un travail d'équipe. Ce n'est pas l'excès de pédagogie qui est responsable des difficultés de l'école, mais son insuffisance : l'absence d'une véritable autorité pédagogique, centrée sur des activités rigoureuses, le déséquilibre en faveur des activités magistrales au détriment de travaux dirigés, le peu de réflexion collective sur la construction de la loi, voilà ce qui nous handicape aujourd'hui. Et qui est renforcé, bien

sûr, par la diminution du nombre d'adultes programmée par un gouvernement qui, de toute évidence, ne croit plus à l'éducation.

L'origine de la débâcle scolaire serait donc, selon vous, à chercher du côté de l'absence de pédagogie...

P.M. : Plus exactement, de l'hégémonie d'une pédagogie inadaptée car trop fragmentée et organisée sur le principe : « Tu feras ton travail à la maison. Ici tu écoutes ! ». L'Education nationale est une institution étrange où les pratiques semblent toujours se caler sur ce qui se fait dans les échelons les plus élevés, perçus comme les plus prestigieux et où, d'ailleurs, les professeurs sont les plus payés. Ainsi a-t-on pu croire qu'on pouvait organiser l'enseignement en sixième comme on le fait en prépa. On a juxtaposé des cours en les dispensant à des élèves incapables de s'y impliquer. La pédagogie de la « leçon de choses », si chère aux fondateurs de l'école républicaine, s'est dissoute peu à peu dans une enfilade de cours où l'élève peine à se mettre vraiment au travail.

C.M. : Vous avez raison sur ce point. Avant la création du collège unique, il existait des structures, comme les cours complémentaires, qui, sans individualisation pédagogique particulière, offraient à de nombreux élèves un passeport pour la réussite. Reste qu'il y a aussi, à la base du marasme actuel, le cadre, plus large, du passage d'un modèle de valeurs assez cohérent et assez coercitif, à un autre modèle, qui laisse sans doute une trop grande liberté à l'enfant. On a ainsi voulu, dans les années 70, mettre l'élève au « centre du système », mais j'ai l'impression que cette ambition a été trop souvent comprise comme la promotion de l'enfant-roi. A cette aune-là, l'école a tendu à devenir une grande démocratie où la parole de l'enfant se voit créditée de la même valeur que celle de l'adulte. Si bien qu'en cas de problème d'un professeur avec un élève, le réflexe de nombreux chefs d'établissement est de renvoyer l'enseignant à sa propre « *responsabilité pédagogique* », quand il ne nie pas purement et simplement l'existence de l'incident, sur la foi de témoignages aussi douteux qu'invérifiables...

P.M. : La dérive de l' « enfant-roi » n'est pas un effet de la pédagogie ! L' « enfant roi », c'est la conséquence de l'évolution de la natalité et du déferlement du « capitalisme pulsionnel ». Dès lors qu'il est désiré, l'enfant est, tout naturellement conçu comme quelqu'un qu'il faut, à tout prix, rendre heureux. Et quand tout le système marchand relaie l'idée qu'on ne rend heureux les gens qu'en cédant à leurs caprices, la machine est en marche ! Nous avons aujourd'hui des élèves qui vivent dans une société du « tout-tout de suite », du passage à l'acte immédiat, du zapping relationnel, intellectuel et social. C'est cela qui rend l'enseignement si difficile et nécessite un surcroît de pédagogie pour apprendre à fixer son attention, à surseoir à ses impulsions, à communiquer de manière différée, etc. La pédagogie que je défends est une pédagogie de la résistance active à un système néolibéral qui infantilise les sujets pour les réduire à leurs pulsions primaires.

Paradoxe : l'école n'a jamais été aussi désordonnée et répressive à la fois qu'aujourd'hui. En effet, dans la mesure où elle ne structure plus le cadre et le travail, elle est condamnée à une course en avant dans la répression. Pour sortir du paradoxe, une maxime : « N'organisons pas d'abord la discipline, organisons d'abord le travail. »

Quelle est donc la priorité pour vous, face à cette « destructuration » ? N'êtes-vous pas frappé par le fait que, plus on évoque les solutions concrètes, plus celles-ci s'éloignent à l'horizon comme autant de mirages

C.M. : Il existe un préalable : affirmer que l'école n'est pas et ne saurait être, un lieu de démocratie, un lieu calqué sur le fonctionnement d'une démocratie – et que sa vocation est, au contraire, de faire apprendre la démocratie.

P.M. : Nul n'a jamais affirmé que l'école devait fonctionner comme une démocratie où les élèves décideraient de tout ! Personne non plus n'a suggéré que la parole de l'élève valait celle de son professeur ! Le problème c'est qu'on est passé d'une école formalisée d'une manière stricte, mais ségrégative, à une école sans cadre structurant ni pour les élèves ni pour les enseignants. Les

cadres anciens ont éclaté, mais aucun cadre nouveau n'a été créé. Si l'on veut démocratiser l'école vraiment, il faut y reconstruire des rituels structurants et adaptés.

C.M. : Sortons justement du mensonge sur la prétendue « démocratisation » du système : celle-ci, dans bien des cas, a davantage été une *massification*, non comprise par de nombreux élèves qui parviennent à passer toute leur scolarité primaire et secondaire sans jamais redoubler, et se retrouvent ensuite en échec massif à l'université. Ces promesses mirobolantes, et non tenues, de la « démocratisation » suscitent, en retour, amertume et frustration. Même les élèves qui ne s'effondrent pas à leur entrée à l'université ressentent un malaise quand ils devinent que les titres et les diplômes qui leurs sont délivrés – à commencer par le baccalauréat - n'ont pas la même valeur qu'il y a trois ou quatre décennies. Ce sentiment d'échec précoce, lié à la dévalorisation des diplômes, est aussi, dans bien des cas, à l'origine des phénomènes de violence. Sous prétexte de tirer l'ensemble d'une classe d'âge vers le haut, on a trop souvent perdu ce qui faisait, dans l'ancien système, la qualité de l'enseignement.

Il reste à trouver, selon vous, un juste équilibre entre l'élitisme et la massification...

C.M. : Oui, et l'autre indice d'une démocratisation ratée est la tendance à injecter les modes de raisonnement et les pratiques pédagogiques des filières générales dans les filières techniques ou professionnelles qui, jusqu'ici, avaient leurs propres spécificités : dans la voie technologique, on impose par exemple une deuxième langue vivantes alors que la plupart des élèves de cette section ne maîtrise guère leur première langue vivante ! Enfin, dans les responsabilités de la débâcle scolaire, je ne peux pas, pour ma part, me contenter de l'explication donnée par Philippe Meirieu, qui y voit l'aboutissement d'un déficit de pédagogie. A mes yeux, c'est l'inverse qui est vrai : au lieu de préserver la liberté pédagogique des enseignants et leur efficacité, on s'est focalisé sur des questions de forme, en substituant la question des procédés - « *comment*

enseigner ? » - à la question du contenu – « *que doit-on enseigner ?* ». L'attention aux *méthodes* l'emporte désormais sur l'inculcation des *savoirs*. Ce qu'on a appelé le pédagogisme, c'est-à-dire la promotion des méthodes constructivistes qui font de l'élève le promoteur de son propre savoir, a causé des dégâts considérables parmi les enseignants. Notamment parce qu'en vertu de cette insistance coercitive sur les méthodes, l'exposé magistral a été définitivement banni : on l'a accusé d'être source d'ennui pour les élèves.

Et ce n'est pas vrai ?

C. M. : Ce n'est pas forcément vrai. Nous vivons encore sous l'empire d'un certain nombre de tabous. En histoire-géographie, la tarte à la crème pédagogique des dernières années consiste à étayer la réflexion des élèves sur des documents. Les documents distribués, en début de leçon, aux élèves, sont censés constituer la trace écrite de celle-ci. J'applique ces consignes ; néanmoins, j'ai constaté que la leçon sur document ne les satisfait pas plus qu'un cours magistral, et dans bien des cas, elle est pour eux plus ennuyeuse encore. Plus d'une fois, ils m'ont demandé de laisser de côté tel document et de leur raconter ce qu'il y avait à apprendre. Des décennies de discrédit de la parole du prof n'a pas effacé, chez les élèves, le plaisir d'écouter ce dernier leur faire un récit. Preuve que la sollicitation constante des élèves dans l'interactivité et le « zapping » ne leur convient en fait qu'à moitié.

P.M. : Vous caricaturez ! Je crois aussi à la force de la pédagogie par le récit, je milite pour un enseignement de l'histoire qui permette de comprendre de qui et de quoi nous sommes les héritiers. Et, surtout, je défends un équilibre nécessaire entre des temps de découverte et des temps de formalisation. Sans activité de recherche, la formalisation devient du formalisme qui ne parle de rien à personne. Sans formalisation, l'exploration s'englué dans un empirisme aveugle... Ne confondez pas les préconisations des pédagogues et celles des instructions ministérielles rédigées par des corps d'inspection : les pédagogues n'ont jamais prôné la déconstruction

de la chronologie en histoire ou l'approche strictement structurale des textes.

En quelques mots, quelles sont, selon vous, les urgences pour sauver l'Education nationale ?

P.M. : A mon sens, l'école doit cesser d'être un espace indifférencié. Elle doit devenir un cadre structuré sur des activités intellectuelles, où des groupes d'élèves à taille humaine sont pris en charge par des équipes d'adultes stables. Je souhaite aussi une revalorisation du salaire et du travail des enseignants : ils doivent pouvoir être plus présents dans l'établissement, y disposer de bureaux, pouvoir y recevoir les élèves qui ont besoin d'un conseil, etc. Enfin, il faut revoir les contenus et recentrer les programmes autour d'enjeux culturels forts. Je milite pour l'enseignement du droit dès le secondaire : cet enseignement me paraît nécessaire pour enfin inscrire le projet démocratique au cœur du projet scolaire.

C.M. : Le modèle dont je me réclame est moins celui du monastère que du sanctuaire. Remettre la transmission des savoirs au cœur du système me semble impératif, de même que le renforcement des apprentissages fondamentaux au dépens du péri-éducatif. La redéfinition nécessaire des rôles dans l'école implique, selon moi, à la fois des adultes véritablement informés et la revalorisation de la condition enseignante. Enfin, je mettrai en garde contre tout ce qui mène à l'atomisation de l'enseignement.